

Unité départementale de la Somme
Pôle Jules Verne
12, rue du Maître du monde
80440 GLISY

GLISY, le 30/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/01/2023

Contexte et constats

Publié sur 

SAVREUX OSCAR (Rue)

ST FIRMIN LES CROTOY
80550 LE CROTOY

Références : 2023-E20015
Code AIOT : 0005103536

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/01/2023 dans l'établissement SAVREUX OSCAR (Rue) implanté à HERRE LES RUES 80120 RUE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite fait suite au mémoire de mise en sécurité et de remise en état du site transmis par la société OSCAR SAVREUX à l'inspection des installations classées par courriel du 31/05/22. Cette visite d'inspection vaut procès-verbal de récolement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAVREUX OSCAR (Rue)
- HERRE LES RUES 80120 RUE
- Code AIOT : 0005103536
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société OSCAR SAVREUX exploite sur le territoire de la commune de RUE, aux lieux dits "La Foraine de Herre" et "Hameau de Herre", une carrière de sables et galets et ses installations annexes.

La visite d'inspection porte sur la cessation définitive de l'activité sur une partie du site.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Cessation d'activité	Arrêté Préfectoral du 12/01/2012, article 1.7.2.	/	Sans objet
2	Cessation d'activité	Arrêté Préfectoral du 20/01/2023, article 1.7.5.	/	Sans objet
3	Cessation d'activité	Arrêté Préfectoral du 12/01/2012, article 2.5.1.	/	Sans objet
4	Cessation d'activité	Arrêté Préfectoral du 12/01/2012, article 2.5.2.	/	Sans objet
5	Cessation d'activité	Arrêté Préfectoral du 12/01/2012, article 2.5.3.	/	Sans objet
6	Cessation d'activité	Arrêté Préfectoral du 12/01/2012, article 2.5.4.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La remise en état des parcelles AA94, AA96, AA107, AA109, AD36, AD84 et AD86 a été réalisée conformément à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12/01/12.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/01/2012, article 1.7.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Equipements abandonnés
Prescription contrôlée : Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.
Constats : Le jour de la visite d'inspection, sur les parcelles concernées par la cessation d'activité à savoir les parcelles AA94, AA96, AA107, AA109, AD36, AD84 et AD86, l'inspection a constaté l'absence d'équipements abandonnés. La prescription susvisée est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/01/2023, article 1.7.5.
Thème(s) : Risques chroniques, Cessation d'activité
Prescription contrôlée : En cas d'arrêt définitif d'une installation classée, l'exploitant doit remettre son site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article E.SII-I du code de l'environnement. Au moins 6 mois avant la date de l'arrêt définitif ou la date d'expiration de l'autorisation, l'exploitant notifie au Préfet la date de cet arrêt et procède aux démarches prévues aux articles R 512-39-1 à R 512-39-3 du Code de l'Environnement. L'exploitant peut déclarer, dans les mêmes conditions que celles précisées ci avant, l'arrêt définitif d'une partie significative de son site autorisé lorsqu'il y procède à la remise en état définitive des lieux.
Constats : Par courriel du 31/05/2022, la société OSCAR SAVREUX adresse un dossier relatif à l'arrêt partiel des opérations d'extraction sur le site de Herre-les-Rues. Le dossier vaut mémoire de mise en sécurité et de remise en état du site. La remise en état des parcelles concernées est réalisée conformément à l'arrêté préfectoral du 12 janvier 2012. Ainsi, les propriétaire et le maire de la commune de Herre-les-Rue ont été consultés lors de la demande d'autorisation relative à l'extraction sur ces parcelles. La prescription susvisée est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/01/2012, article 2.5.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Remise en état
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant. Il doit notifier l'achèvement de chaque phase de remise en état à l'inspection des installations classées et justifier de la qualité de la remise en état à l'aide de documents probants (plans, photographies...) En cas d'inobservation des obligations de remises en état, toute nouvelle autorisation d'exploitation peut être refusée. La remise en état définitive du site affecté par l'exploitation du périmètre autorisé doit être achevée 3 mois au moins avant l'échéance de la présente autorisation.
Constats : La remise en état des parcelles concernées par la cessation d'activité a été effectuée conformément à l'arrêté préfectoral du 12 janvier 2012 autorisant la société OSCAR SAVREUX à exploiter, sur les parcelles concernées, une carrière de sables et galets et ses installations annexes. La prescription susvisée est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/01/2012, article 2.5.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Modalités de remise en état

Prescription contrôlée :

La remise en état des lieux sera réalisée au fur et à mesure de l'avancement des travaux d'exploitation (cf plan de remise en état en annexe 6).

Elle consistera à :

> créer un plan d'eau au niveau des parcelles AA 109 (Nord de la parcelle) et AA107. Celui-ci forme un plan d'eau unique avec le plan d'eau ayant fait l'objet d'une déclaration de fin travaux (donné acte en date du 8 août 2005) situé sur les parcelles n°82, 80, 78 et 76 section AA,

> créer un plan d'eau au niveau des parcelles AD36, AD84 et AD86,

> remblayer [...] la partie Sud-Est de la parcelle AA109 pour les aménager en zone humide. Les côtes des terrains remblayés devront correspondre aux côtes relevées lors de la réalisation du plan topographique prévu à l'article 2.1.5. en prenant en compte le tassement observé lors du remblaiement de la parcelle AD79 (cf article 8.1 du présent arrêté)

Pour la création des plans d'eau, les berges sont talutées et ont une pente de 45° maximum. Par ailleurs, de la terre végétale est régalée sur le pourtour des plans d'eau. Les berges et les terrains remblayés sont engazonnés et des plantations d'arbustes d'essence locale sont réalisées sous forme de bosquet au niveau des berges.

L'intégralité du linéaire des haies existantes entre les parcelles AA10S et AAS8 d'une part et AA10S et AA56 d'autre part sera reconstitué à l'identique par plantations d'essences déjà inventoriées sur le site. Une légère dépression sera aménagée tout le long de cette haie afin de permettre une stagnation d'eau au moins temporairement, favorable aux insectes et amphibiens recensés sur le site.

Les installations présentes sur le site sont démontées ainsi que les signalisations réglementaires.

Constats : Par courriel du 25/01/23, la société OSCAR SAVREUX écrit à l'inspection des installations classées que "la parcelle A109 n'a [pas] été remblayée avec des matériaux extérieurs mais uniquement avec des matériaux de terrassement du site".

Le jour de la visite, l'inspection constate:

- l'existence d'un plan d'eau unique au niveau des parcelles AA109 (Nord de la parcelle), AA107, AA82, AA80, AA78 et AA76;

- l'existence d'un plan d'eau au niveau des parcelles AD36, AD84 et AD86.

La partie Sud-Est de la parcelle AA 109 est aménagée en zone humide. Les côtes des terrains remblayés n'ont pas été vérifiées par l'inspection. Néanmoins, comme le signale l'exploitant, le terrain est visuellement sur le même plan topographique que celui de la parcelle AD79pp.

Les berges et les terrains remblayés sont engazonnés. Des plantations d'arbustes ont été réalisées. L'exploitant transmet par courriel du 25/01/23 un échange entre la société OSCAR SAVREUX et Monsieur TELLIER, paysagiste. Dans cet échange, Monsieur TELLIER indique "après un été et un automne 2022 très sec, nous avons eu beaucoup de perte sur l'ensemble de nos plantations, dont les vôtres, néanmoins nous avons un devoir de résultat. Nous nous engageons à remplacer tous les sujets n'ayant pas repris."

La prescription susvisée est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/01/2012, article 2.5.3.
Thème(s) : Risques chroniques, Remblayage de la carrière
Prescription contrôlée : Les opérations de remblaiement sont réalisées au moyen de stériles issus du site ainsi que de matériaux inertes provenant de l'extérieur. Ces opérations portent sur L1,75ha environ: + 1,20ha sur le Sud-Est de la parcelle AA109 [...]
Constats : L'exploitant indique par courriel du 25/01/23 que la parcelle AA109 a été remblayée uniquement avec des matériaux de terrassement du site. La prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/01/2012, article 2.5.4.
Thème(s) : Risques chroniques, Notification de remise en état
Prescription contrôlée : La conformité des travaux de remise en état est constatée par procès-verbal de récolement établi par l'inspection des installations classées. Toute infraction aux prescriptions relatives aux conditions de remise en état constitue un délit conformément aux dispositions de l'article L.514-11 du Code de l'Environnement.
Constats : La visite d'inspection permet de constater la conformité des travaux de remise en état avec ce qui est prévu dans l'arrêté préfectoral du 12/01/2012. Ce présent rapport de visite d'inspection vaut procès-verbal de récolement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet